



## RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

### ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDES DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

---

**MAINTENANCE ET ENTRETIEN COURANT DES INSTALLATIONS  
D'ÉCLAIRAGE PUBLIC, PROPRIÉTÉ DU DÉPARTEMENT DE LA  
VIENNE, SUR LA TECHNOPOLE DU FUTUROSCOPE**













---

Date et heure limites de réception des offres :

**Le lundi 17 février 2025 à 16:00**

**Département de la Vienne**  
**Direction des Technopoles et des sites Futuroscope**  
Place Aristide Briand  
CS 80319  
86008 Poitiers CEDEX

## L'ESSENTIEL DE LA PROCÉDURE

	<b>Objet</b>	MAINTENANCE ET ENTRETIEN COURANT DES INSTALLATIONS D'ÉCLAIRAGE PUBLIC, PROPRIÉTÉ DU DÉPARTEMENT DE LA VIENNE, SUR LA TECHNOPOLE DU FUTUROSCOPE
	<b>Mode de passation</b>	Procédure adaptée ouverte
	<b>Type de contrat</b>	Accord-cadre à bons de commande
	<b>Délai de validité des offres</b>	120 jours
	<b>Forme de groupement</b>	Aucune forme de groupement imposée à l'attributaire
	<b>Variantes</b>	Sans
	<b>PSE et tranches optionnelles</b>	Sans
	<b>Clause sociale</b>	Sans
	<b>Clauses environnementales</b>	Sans
	<b>Durée / Délai</b>	3 ans
	<b>Négociation</b>	Se réserve la possibilité
	<b>Critères (article 7.2 ci-dessous)</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Prix des prestations : 60 points</li> <li>2. Valeur technique : 30 points</li> <li>3. Mesures de protection de l'environnement : 10 points</li> </ol>

## SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation .....	4
1.1 - Objet .....	4
1.2 - Identification de l'acheteur.....	4
1.3 - Mode de passation .....	4
1.4 - Type et forme de contrat.....	4
1.5 - Décomposition de la consultation .....	4
1.6 - Nomenclature .....	4
1.7 - Réalisation de prestations similaires .....	5
1.8 - Renouvellement.....	5
2 - Conditions de la consultation .....	5
2.1 - Délai de validité des offres .....	5
2.2 - Forme juridique du groupement .....	5
2.3 - Variantes.....	5
3 - Conditions relatives au contrat.....	5
3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution .....	5
3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement .....	5
3.3 - Confidentialité et mesures de sécurité.....	6
4 - Contenu du dossier de consultation .....	6
5 - Présentation des candidatures et des offres .....	6
5.1 - Documents à produire .....	7
6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis .....	9
6.1 - Transmission électronique.....	9
6.2 - Copie de sauvegarde.....	10
6.3 - Assistance téléphonique – outils d'aide .....	10
6.4 - Identification des opérateurs économiques.....	10
6.5 - Délais de transmission de la réponse électronique – délais de téléchargement - chiffrement .....	11
6.6 - Signature électronique – Certificat électronique .....	11
6.7 - Format électronique des documents transmis et nommage .....	11
6.8 - Virus informatique .....	12
6.9 – Frais d'accès au réseau – fuseau horaire .....	12
6.10 – Echanges électroniques .....	12
6.11 - Transmission sous support papier .....	12
7 - Examen des candidatures et des offres.....	12
7.1 - Sélection des candidatures .....	12
7.2 - Attribution des accords-cadres.....	12
7.3 - Suite à donner à la consultation .....	13
8 - Renseignements complémentaires .....	13
8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact .....	13
8.2 - Procédures de recours .....	14

## 1 - Objet et étendue de la consultation

### 1.1 - Objet

La présente consultation concerne :

**MAINTENANCE ET ENTRETIEN COURANT DES INSTALLATIONS D'ÉCLAIRAGE PUBLIC, PROPRIÉTÉ DU DÉPARTEMENT DE LA VIENNE, SUR LA TECHNOPOLE DU FUTUROSCOPE**

L'objet de la consultation est la maintenance de l'éclairage public sur la Technopole du Futuroscope et plus particulièrement, l'entretien des installations d'éclairage public et d'illumination pérenne concernant les 729 foyers lumineux et 15 postes de commande de ladite Technopole.

Le prestataire, au-delà de cette prestation de maintenance préventive, devra assurer des prestations de maintenance corrective dans les conditions définies au CCTP.

Lieu d'exécution :

Technopole du Futuroscope  
86360 Chasseneuil-du-poitou

### 1.2 - Identification de l'acheteur

Département de la Vienne  
Représenté par Monsieur le Président du Conseil Départemental de la Vienne

### 1.3 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.

### 1.4 - Type et forme de contrat

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

L'accord-cadre sera attribué à un seul opérateur économique.

### 1.5 - Décomposition de la consultation

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

Le pouvoir adjudicateur a décidé de ne pas lancer la consultation en lots séparés pour les motifs suivants :  
- l'objet de la consultation ne permet pas l'identification de prestations distinctes.

### 1.6 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
50232100-1	Services d'entretien de l'éclairage public

### **1.7 - Réalisation de prestations similaires**

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire de l'accord-cadre, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

### **1.8 - Renouvellement**

Il s'agit d'un accord-cadre renouvelable en raison du caractère récurrent des prestations.

## **2 - Conditions de la consultation**

### **2.1 - Délai de validité des offres**

Le délai de validité des offres est fixé à **120 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

### **2.2 - Forme juridique du groupement**

L'offre sera présentée par une seule entreprise ou par un groupement.

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer **aucune forme de groupement**.

Les candidatures et les offres sont présentées soit par l'ensemble des membres du groupement, soit par un mandataire qui justifie des habilitations nécessaires pour représenter les autres membres du groupement.

Un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché public. Quelle que soit la forme du groupement, le mandataire représente l'ensemble des membres vis-à-vis du pouvoir adjudicateur et coordonne les prestations des membres du groupement.

**Si le groupement est conjoint, le mandataire désigné pour ce groupement est solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur.**

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

### **2.3 - Variantes**

Aucune variante n'est autorisée.

## **3 - Conditions relatives au contrat**

### **3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution**

La durée du contrat est fixée au CCAP.

### **3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement**

Les prestations, objet du présent marché, seront rémunérées dans les conditions fixées par les règles de comptabilité publique et financées sur les ressources propres du Département de la Vienne.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de

paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

### 3.3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité et les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces obligations de confidentialité et de sécurité.

## 4 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC)
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)
- Le détail quantitatif estimatif (DQE) non-contractuel servant de base pour la comparaison des offres
- DC1 et son annexe explicative
- DC2 et son annexe explicative
- La notice explicative « Accéder au service DUME » pour remplir un DUME électronique
- La notice sur la facturation électronique

Le dossier de consultation des entreprises est disponible à l'adresse électronique suivante : <https://marches.departement86.fr>

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Dispositions concernant les modifications de détail du DCE :

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard **le mercredi 12 février 2025** avant la date limite de réception des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever de réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## 5 - Présentation des candidatures et des offres

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

## 5.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire **un dossier complet** comprenant les pièces suivantes :


 **Pièces de la candidature à fournir**, telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

### 1-Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner <b>ou DC1 ou DUME</b>	Non
Documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée à engager l'entreprise <b>jusqu'au montant maximum du marché (85 000 € HT)</b>	Non
Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail <b>ou DC1 ou DUME</b>	Non


### 2. Renseignements concernant la capacité technique et professionnelle de l'entreprise :

Libellés	Signature
Liste des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé	Non

 Modalités de présentation des candidatures :

Les candidats pourront, au choix, déposer leur candidature, suivant l'une des deux modalités suivantes :

- Par le biais du DUME, disponible sur Chorus-Pro à l'adresse suivante : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr>
- Par le biais des formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat), disponibles gratuitement sur le site [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr) et également  joints au dossier

 Pour justifier des capacités juridiques, techniques et professionnelles d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique. Si l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés par l'acheteur, il est autorisé à prouver sa capacité par tout autre moyen considéré comme approprié par l'acheteur.

### Nota : mesures de simplification

1. Les **entreprises de création récente** n'étant pas en mesure de produire les références et documents demandés, sont invitées à justifier de leurs capacités professionnelles, techniques et financières par tout autre moyen et notamment par la présentation de titres ou de l'expérience professionnelle du ou de leurs responsables.
2. Le pouvoir adjudicateur applique le **principe « Dites-le nous une fois »**. Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.
3. Avant de procéder à l'examen des candidatures, si le pouvoir adjudicateur constate que **les pièces visées ci-dessus sont manquantes ou incomplètes**, il pourra décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou de compléter ces pièces dans un délai approprié et identique pour tous (art. R2144-2 du Code de la commande publique).
4. Le pouvoir adjudicateur n'exigera que du seul candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché qu'il justifie ne pas être dans un des cas d'interdiction de soumissionner.

### **Pièces de l'offre à fournir :**

Libellés	Signature
L'acte d'engagement (AE) et ses annexes <b>à compléter</b> par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaire du contrat	Non
Le bordereau des prix unitaires (BPU) <b>dûment rempli</b>	Non
Le détail quantitatif estimatif (DQE) servant de base pour la comparaison des offres <b>dûment rempli</b>	Non
Le mémoire justificatif des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat à savoir : <ul style="list-style-type: none"> <li>- les moyens humains et techniques affectés au marché ;</li> <li>- la méthodologie d'intervention et de réalisation des réparations.</li> </ul>	Non
Les mesures prises par l'entreprise, visant à la protection de l'environnement et liées à l'exécution du contrat	Non

☞ L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

☞ Pour information, les documents qui sont demandés **au titre de l'attribution** (et que vous pouvez joindre dès la remise de l'offre) sont les suivants :

- un certificat délivré par l'administration fiscale attestant la souscription des déclarations et les paiements correspondant aux impôts et taxes suivants : l'impôt sur le revenu, l'impôt sur les sociétés, la taxe sur la valeur ajoutée ; **daté au plus près du jour de la demande** : dite **attestation fiscale ou équivalent ayant le même objet** <sup>1</sup>.
- un certificat attestant de la fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de Sécurité Sociale prévues à l'article L243-15 émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des

<sup>1</sup> S'il s'agit d'une société fille, merci de fournir celle de la société mère datant toujours au plus près du jour de la demande.



contributions ; **datée de moins de 6 mois** : dite **attestation URSSAF de vigilance ou équivalent ayant le même objet.**

- un certificat attestant le versement régulier des cotisations légales aux caisses qui assurent le service des congés payés et du chômage intérimaires : **ne vaut que pour les entreprises du BTP : doit dater de l'année précédant la demande.**
- preuve de l'absence de liquidation judiciaire : un extrait K, un extrait K bis, un extrait D1 ou, à défaut, un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement du candidat : **doit dater de moins de 3 mois.**
- *le cas échéant :*
  - *cas particulier des entreprises en situation de redressement judiciaire : copie du ou des jugements prononcés par le tribunal de commerce.*
  - *pour les travailleurs détachés : copie de déclaration de détachement.*
  - *emplois de salariés étrangers : liste nominative des salariés étrangers employés et soumis à autorisation de travail.*

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

## 6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

**Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.**

### 6.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée, **de manière obligatoire**, sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://marches.departement86.fr/>.

Au regard de cette obligation, les candidats sont informés que **toute offre transmise par voie papier sera déclarée irrégulière** et qu'à ce titre, elle pourra être rejetée pour ce seul motif. Le pouvoir adjudicateur pourra néanmoins recourir aux dispositions des articles R2152-1 et R2152-2 du Code de la commande publique permettant de régulariser une offre irrégulière pour autant que celle-ci ne soit pas anormalement basse. Toutefois, les candidats sont informés qu'il ne s'agit là que d'une faculté. Si le pouvoir adjudicateur décide de régulariser une telle offre papier, il demandera alors au candidat concerné que lui soit transmise, en lieu et place de l'offre papier **sans modification**, la même offre mais sous forme électronique.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique.

Tout pli électronique parvenu hors délai, c'est-à-dire après l'heure et la date limite fixée dans le présent règlement de la consultation, sera rejeté.

Précision : Conformément à l'article R2151-6 du Code de la commande publique, si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule la dernière offre reçue par le pouvoir adjudicateur dans le délai fixé pour la remise des offres est ouverte.

## 6.2 - Copie de sauvegarde

Les opérateurs économiques **pourront doubler leur dépôt électronique** par l'envoi d'une copie de sauvegarde (sous forme papier ou au format physique électronique de type Clé USB ou CD-ROM par exemple).

Celle-ci devra impérativement parvenir dans le délai de rigueur fixé dans le présent règlement de la consultation (même délai que l'offre électronique).

Elle devra être transmise **sous pli scellé** à l'adresse suivante :

DEPARTEMENT DE LA VIENNE  
DGAAT2D/ DTF  
Mmes Elisabeth BARILLOT/Karen MORAUD  
Hôtel du Département – CS 80319  
86008 POITIERS CEDEX

**et comporter obligatoirement les mentions ci-après :**

**« Maintenance et entretien courant des installations d'éclairage public de la Technopole du Futuroscope »  
« copie de sauvegarde »**

*Précision : Conformément aux dispositions de l'arrêté du 27 juillet 2018 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde, la copie de sauvegarde est ouverte dans les cas suivants :*

- *lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique,*
- *lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pas pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.*

## 6.3 - Assistance téléphonique – outils d'aide

Le profil acheteur du pouvoir adjudicateur met à disposition des opérateurs économiques :

- en cas de survenance d'un problème technique ou lié à l'utilisation de la plateforme, une **assistance téléphonique d'urgence** au **n° indigo** suivant : **0820 20 77 43** indiqué sur la plateforme (bouton aide). Le service de support est ouvert de 9 h 00 à 19 h 00 tous les jours ouvrés,
- un « **guide d'utilisation à destination des opérateurs économiques** » (bouton aide).

De même, des *recommandations* aux entreprises et des pré-requis techniques notamment sur le **certificat électronique** et sur le nommage de fichiers sont disponibles. Consulter **l'onglet en bas de l'écran sur la plateforme « pré-requis techniques »**.

## 6.4 - Identification des opérateurs économiques

L'accès aux documents de la consultation est **gratuit, complet, direct et sans restriction**.

Il est précisé que, pour accéder aux documents de la consultation, **l'identification des opérateurs économiques est fortement conseillée**. Seule l'identification permet d'être tenus informés de manière automatique de toutes modifications ou précisions éventuellement apportées au DCE et de toute réponse à des questions qui peuvent être posées. Si toutefois l'opérateur économique fait le choix de ne pas s'identifier au moment du téléchargement du DCE, il lui appartiendra de récupérer par ses propres moyens les informations communiquées.

### **6.5 - Délais de transmission de la réponse électronique – délais de téléchargement - chiffrement**

Les candidats sont informés qu'il convient de **prévoir un temps de transmission suffisant**. Le pouvoir adjudicateur ne saurait être tenu pour responsable en cas d'incapacité à télé-transmettre dans les délais.

Il convient que l'opérateur économique prenne en compte **les délais de téléchargement et de chiffrement** inhérents à la transmission électronique des offres via le profil acheteur au regard notamment les capacités techniques de son matériel, du type de raccordement à internet et du trafic sur le réseau internet, voire de la taille des documents à transmettre. Ils peuvent, en effet, augmenter le délai moyen de téléchargement.

### **6.6 - Signature électronique – Certificat électronique**

#### **LA SIGNATURE ELECTRONIQUE N'EST PAS OBLIGATOIRE**

La signature électronique des offres au moment du dépôt électronique est **pour le moment facultative**. **En effet, les opérateurs économiques sont informés que tant que la signature électronique n'est pas rendue obligatoire, le pouvoir adjudicateur rematéralisera l'acte d'engagement pour qu'il soit signé manuscritement par les parties.**

L'opérateur économique concerné recevra, à cet effet, un message électronique via le profil acheteur du pouvoir adjudicateur dans lequel il lui sera demandé de transmettre, à l'adresse postale spécifiée ou contre récépissé, l'acte d'engagement signé manuscritement. Il est précisé que l'acte d'engagement signé manuscritement ne devra pas avoir été modifié par rapport à la version électronique initiale. Si tel devait être la cas, l'opérateur économique encourerait le rejet de son offre pour ce motif. L'acte d'engagement signé des deux parties sera ensuite scanné et envoyé, pour notification, à l'opérateur économique concerné, via le profil acheteur du pouvoir adjudicateur.

#### **Pour information :**

**Il est vivement conseillé aux opérateurs économiques de faire les démarches nécessaires pour obtenir un certificat électronique car la signature électronique va rapidement devenir obligatoire.**

### **6.7 - Format électronique des documents transmis et nommage**

Les formats électroniques dans lesquels les documents peuvent être transmis sont les suivants : .doc, docx, .xls, xlsx, .jpg, .odt, .odf, .htm, .bmp, pdf.

*L'utilisation d'accents dans les noms de fichiers et plus généralement de tous les symboles et caractères spéciaux est prohibée, ne pas utiliser les .exe et les macros.*

## 6.8 - Virus informatique

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

## 6.9 – Frais d'accès au réseau – fuseau horaire

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat. Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

## 6.10 – Echanges électroniques

Les opérateurs économiques sont informés que, pour la phase de passation du marché, tous les **échanges avec le pouvoir adjudicateur se feront par le biais du profil acheteur** (*questions/réponses au cours de la consultation, demandes de précisions, demande de pièces manquantes, invitation à négocier, lettres de rejet et de notification...*).

L'envoi de ces différents courriers ou documents se fera donc à l'adresse courriel renseignée par les candidats lors de leur identification sur le profil acheteur ou lors du dépôt de leur offre électronique.



A cet égard, les opérateurs économiques sont informés qu'ils sont seuls responsables du paramétrage et de la surveillance de leur propre messagerie : validité de l'adresse courriel, redirection automatique de certains courriels, utilisation d'anti-spam....

## 6.11 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

# 7 - Examen des candidatures et des offres

## 7.1 - Sélection des candidatures

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles et techniques.

## 7.2 - Attribution des accords-cadres

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondérations
1-Prix des prestations jugés au regard du Détail Quantitatif Estimatif (DQE)	60 points
2-Valeur technique de l'offre appréciée selon le mémoire technique de l'entreprise	30 points
2.1-Moyens humains et techniques affectés au marché	10 points
2.2-Méthodologie d'intervention et de réalisation des réparations	20 points
3-Mesures prises par l'entreprise, visant à la protection de l'environnement et liées à l'exécution du contrat ( <i>moyens de déplacements et d'intervention ayant un impact réduit sur l'environnement, gestion et valorisation des déchets, engagement et démarche environnementaux de l'entreprise et en lien avec les prestations du marché</i> )	10 points

- Chaque candidat se verra attribuer une note globale sur 100.
- La pondération de chaque critère correspond au nombre de points maximum pouvant être obtenus par le candidat.
- La pondération de chaque sous-critère correspond au nombre de points maximum pouvant être obtenus par le candidat.
- La méthode de calcul utilisée pour la notation du critère « Prix des prestations jugés au regard du DQE » est la suivante :

$$\text{Note} = (\text{MD} / \text{MC}) \times 60$$

avec MD = Montant de l'offre du moins disant

et MC = Montant de l'offre du candidat.

#### Erreur de calcul

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées entre les indications portées sur le bordereau des prix unitaires et le détail quantitatif estimatif, le bordereau des prix prévaudra et le montant du détail quantitatif estimatif sera rectifié en conséquence. L'entreprise sera invitée à confirmer l'offre ainsi rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

### 7.3 - Suite à donner à la consultation

Après examen des offres, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit, s'il le juge nécessaire, de déclencher une phase de négociation avec les 2 candidats placés en tête du classement lors de laquelle les offres formulées ainsi que les données de la mise en concurrence ne pourront être substantiellement modifiées.

**La phase de négociation n'a pas de caractère obligatoire. Le pouvoir adjudicateur se réserve donc également le droit d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation.**

Si le pouvoir adjudicateur engage des négociations, celles-ci se feront sur le plan tant qualitatif que financier. Il adressera aux 2 candidats placés en tête, une lettre d'invitation à négocier assortie de son ordre du jour et de ses conditions de déroulement.

Pour départager définitivement les candidats, les critères de jugement des offres seront à nouveau appliqués sur la base des résultats de la négociation.

Qu'il soit recouru ou non à la phase de négociation, l'offre la mieux classée sera retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats fassent la preuve qu'ils ne sont pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner (articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique).

## 8 - Renseignements complémentaires

### 8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande écrite par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://marches.departement86.fr/>

Cette demande doit intervenir au plus tard **le lundi 10 février 2025**.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, au plus tard **le mercredi 12 février 2025**.

## **8.2 - Procédures de recours**

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Poitiers  
15 rue Blossac  
BP 541  
86020 POITIERS CEDEX 1

Tél : 05 49 60 79 19  
Télécopie : 05 49 60 68 09  
Courriel : [greffe.ta-poitiers@juradm.fr](mailto:greffe.ta-poitiers@juradm.fr)

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Greffes du Tribunal Administratif de Poitiers  
Hôtel Gilbert  
15 rue Blossac  
BP 541  
86020 POITIERS CEDEX 1

Tél : 05 49 60 79 19  
Télécopie : 05 49 60 68 09  
Courriel : [greffe.ta-poitiers@juradm.fr](mailto:greffe.ta-poitiers@juradm.fr)